

3.5 Logique d'intervention

Les axes d'intervention du programme tels que définis au point 3.1 ont trait à/au :

- Développement d'un cadre favorable à la participation citoyenne et à la protection sociale des femmes et des jeunes ;
- L'amélioration de la structuration de la société civile permettant d'accroître la participation citoyenne et la protection sociale des femmes et des jeunes ;
- Renforcement des capacités de gouvernance, de pilotage et de coordination des institutions et acteurs en charge du genre et de la jeunesse.

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action peut être résumée ainsi :

Si les femmes et les jeunes en tant que bénéficiaires finaux de l'action ont accès à des services dédiés offrant une réponse – directe immédiate et de court terme - à leurs besoins de protection sociale ;

Si des services dédiés et un écosystème favorable aux femmes et aux jeunes leur offrent des opportunités d'épanouissement et de renforcement de leurs compétences de vie via une sensibilisation, le sport, les loisirs, l'art et la culture, susceptibles de modifier -à plus long terme - les normes, attitudes et comportements négatifs à leur égard ;

Si les organisations de la société civile jouissent d'une meilleure structuration interne et d'un renforcement de leur capacités/compétences stratégiques et techniques à développer et à gérer des projets et des interventions spécifiques en matière d'égalité de genre, de protection ;

Si au moyen de cette structuration interne et de ce renforcement de capacités, les organisations de la société civile parviennent à accroître la participation citoyenne des femmes et des jeunes aux cadres de concertation et aux prises de décisions ;

Si les institutions en charge des droits humains, des femmes et des jeunes voient leurs capacités de gouvernance, de pilotage, de planification stratégique, opérationnelle et budgétaire, de recherche de financement et de partenariats renforcées ;

Si ces institutions en charge des droits humains des femmes et des jeunes parviennent à produire et à disséminer des données spécifiques probantes sur les profils, besoins et attentes des femmes et des jeunes tant en matière de protection que de participation citoyenne ;

Si l'analyse de ces données facilite ou provoque une aide à des décisions, à des décrets et à des mesures d'application des textes réglementaires en vigueur favorables aux femmes et aux jeunes ;

Si les Partenaires Techniques et Financiers redynamisent leur cadre de dialogue en co-leadership avec des institutions en charge des droits humains et des OSC ;

Et, enfin, si des systèmes de planification et de prise de décision sont bien mis en place pour la supervision et le suivi du programme et de ses différentes composantes, ainsi que pour assurer la qualité, l'évaluation, la capitalisation et l'apprentissage, et le renforcement de capacités des acteurs en charge de la réalisation des activités du programme ;

Les investissements réalisés dans le cadre de ce programme permettront d'atteindre les **objectifs d'une meilleure protection et participation citoyenne des femmes et des jeunes en Union des Comores**, en lien avec d'une part les priorités nationales de développement du capital humain (PCE) et d'autre part les domaines prioritaires du PIP 2021-2027.